

**Consultation publique relative à la mise à jour des tarifs
d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au
1^{er} avril 2015**

Réponses de GDF SUEZ SA

Date : 21/11/2014

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM de Dunkerque ?

Cette question a déjà été posée lors de la Consultation Publique relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1er avril 2014.

GDFSUEZ SA réitère sa réponse :

GDFSUEZ SA est favorable à l'application du même tarif au PITTM Dunkerque et au PITTM de Montoir. Pour ce qui est du PITTM de FOS, étant donné la situation tendue en zone Sud, il serait opportun de réduire le tarif au PITTM de Fos afin de favoriser l'arrivée de GNL dans cette zone.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?

Cette question a déjà été posée lors de la Consultation Publique relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1er avril 2014.

GDFSUEZ SA réitère sa réponse :

GDF SUEZ SA est favorable à la tarification de sortie au PIR Veurne à hauteur de 45 €/MWh/j par an. Elle s'avère conforme à celle qui avait été annoncée lors de l'Open Season liée à ce PIR.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?

Le principe général d'assouplir la souscription de capacités d'entrée sur le réseau au PITTM est positif et correspond au besoin de plus de flexibilité dans les terminaux français. GDF SUEZ considère également que la flexibilité qui serait introduite dans l'offre de GRTgaz en lien avec l'offre commerciale de Dunkerque LNG devrait pouvoir bénéficier aux utilisateurs des terminaux régulés. En effet, il ne saurait être envisagé que la souscription de capacités d'entrée au PITTM soit traitée de manière différente entre les différents PITTM Français en introduisant un mode de réservation spécifique pour le PITTM raccordé au futur terminal Dunkerque LNG. Cette assouplissement généralisé de souscription aux PITTM rendrait le service S-Smart plus attractif et serait susceptible d'attirer de nouveaux clients.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?

GDFSUEZ SA est favorable à ce que :

- les tarifs PITS Storengy et TIGF se rapprochent autant que possible ;
- les règles de souscription et de facturation des PITS soient identiques sur les 2 réseaux : pour la souscription de capacité aux PITS, il importe de pouvoir débiter n'importe quel jour du mois, et non plus uniquement le 1^{er} du mois
- le tarif reflète le taux d'interruption des capacités climatiques ;
- le coût de sortie soit supérieur au coût d'entrée comme dans les autres pays.

Par ailleurs, comme les stockages contribuent grandement à limiter les investissements des TSOs (car proches des zones d'alimentation clients, et amenant la modulation nécessaire pour les clients modulés), il conviendrait que :

- les coûts d'entrée et de sortie au PITS sur le réseau de TIGF et de GRTgaz soient les plus faibles possibles ;
- le tarif mensuel soit de 1/12ème du tarif annuel et que le tarif trimestriel soit de 1/4ème du tarif annuel.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?

GDFSUEZ SA est favorable à une redistribution sans délai des excédents d'enchères annuelles et trimestrielles.

GDFSUEZ SA préconise un remboursement des excédents d'enchères mensuelles à la fin de l'hiver 14-15 puisque la capacité mensuelle est uniquement proposée à la commercialisation en hiver.

GDFSUEZ SA propose de ne pas redistribuer immédiatement les excédents d'enchères quotidiennes et que ces montants soient pris en compte dans le calcul de la redistribution sur la période GY suivante (en prenant en compte les excédents des enchères annuelles, trimestrielles et du recalage de la consommation réelle).

Comme pour Pirineos, les excédents d'enchères liés au rebours au PIR Jura devraient donner lieu à un remboursement mensuel sur la GY14.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au PIR Jura ?

GDFSUEZ SA est favorable à reconduire les modalités proposées par la CRE dans sa délibération du 18 juin 2014. Cependant, les écarts entre consommations réelles et prévisionnelles risquent d'être importants. GDFSUEZ SA, par soucis de simplification, souhaiterait que le remboursement s'opère en fonction des capacités de livraison.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intra-journalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

GDFSUEZ SA partage la position de la CRE de fixer le tarif des capacités intra-journalières au niveau du tarif journalier ramené au nombre d'heures du produit de l'enchère. Ainsi, par exemple, lors de la dernière phase (phase 24 entre 1h et 1h30 de la JG), comme la capacité porte sur une heure, le tarif de cette capacité intra journalière sera portée à $1/24^{\text{ème}}$ du tarif journalier de cette capacité.

Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

La proposition de l'UNIDEN porte sur deux sujets :

- Réduction tarifaire de 80% de la capacité Nord-Sud et des capacités aval ;
- Allocation prioritaires des capacités à la liaison Nord-Sud et mécanisme de redistribution des excédents d'enchères plus favorable aux gazo-intensifs.

GDFSUEZ SA s'oppose à de nouvelles mesures en faveur des consommateurs gazo-intensifs pour les raisons suivantes :

- Tarif Aval :
Le tarif aval des capacités (sortie du réseau principal, réseau régional, livraison : €/MWh/j par an) des sites industriels raccordés au réseau de transport est déjà légèrement inférieur à celui des distributions publiques. Cependant, pour faire une réelle comparaison ce tarif doit être ramené à l'utilisation en calculant un coût en €/MWh. Comme le taux d'utilisation des capacités est beaucoup plus important pour les sites industriels que pour les distributions publiques, les sites industriels bénéficient déjà d'un coût unitaire de transport aval (€/MWh) trois fois moins cher que les distributions publiques.

Si une diminution du tarif aval devait avoir lieu, le manque à gagner résultant d'une diminution du tarif aval ne doit pas toucher les tarifs amont (PITS, PIR, PITTM...), déjà très élevés par rapport aux tarifs équivalents en Europe, dans un contexte difficile pour la liquidité du PEG, alors que le coût de ces capacités n'est pas reflété dans les prix du hub.

- Liaison Nord-Sud :

Les clients gazo-intensifs bénéficient déjà, à hauteur de plus de la moitié de leur capacité de livraison, d'un tarif préférentiel dans la mesure où il leur a été donné la possibilité de souscrire au tarif régulé, et non aux enchères, une part de leurs capacités Nord vers Sud.

- Allocation prioritaire des nouvelles capacités à la liaison Nord-Sud (JT, 20 GWh/j mensuel sur l'hiver 14-15 issues du changement de la règle de répartition des flux entre Cruzy et Castillon) :
GDF SUEZ SA est opposée à tout mécanisme d'allocation prioritaire pour la commercialisation des capacités à la liaison Nord-Sud. GDF SUEZ SA est en faveur de règles

de marché acceptables par l'ensemble des acteurs par opposition à des règles ne profitant qu'à une partie des clients finals. Une allocation prioritaire confère un avantage injustifié à certaines catégories d'expéditeurs. De ce fait, une allocation prioritaire constitue une rupture d'égalité entre les expéditeurs.

Toute nouvelle commercialisation de capacités à la liaison Nord vers Sud doit s'opérer sans discrimination et sans ordre de priorité dans l'allocation de ces dernières.

- Redistribution des excédents d'enchères plus favorables aux gazo-intensifs :
Les enchères sont basées sur un mécanisme de marché. Ainsi les règles d'application doivent être les mêmes pour l'ensemble des acteurs y compris les règles concernant la redistribution.

Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

GDF SUEZ est tout à fait favorable à une adaptation de l'offre actuelle d'IAPC dans la mesure où elle ne discriminerait pas les sites de la zone Nord par rapport à ceux de la zone Sud.

Ainsi, GDF SUEZ souhaiterait que le dispositif proposé soit complété et étendu aux sites de la zone Nord.

Disposer de réservation de capacités aval interruptibles présente un avantage certain en cas de congestion car ces sites pourraient être délestés facilement pour résoudre en partie le problème. Au regard du Winter Outlook de GRTgaz, des congestions existent aussi bien dans la zone Nord GRTgaz que dans la zone Sud GRTgaz. Ainsi, GDFSUEZ SA souhaiterait que cette mesure soit également étendue à la zone Nord.

La contrainte de coupure portée sur le taux de disponibilité des capacités interruptibles devraient être revue car elle est trop tardive pour les acteurs des cycles combinés. En effet, les interventions sur les marchés électricité s'opèrent en day-ahead vers 12h-12h30 alors que le taux de disponibilité des capacités interruptibles est connu en day-ahead à 15h30.

Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

GDFSUEZ est favorable à avoir un même référentiel entre les DP et les industriels raccordés au réseau de transport.

Il est à noter que du point de vue d'un expéditeur, seules les informations J+1 peuvent être utilisées pour l'équilibrage de leur portefeuille. Elles sont en effet intégrées en cours de journée dans leur modèle de prévision pour ajuster les prévisions du jour. Elles s'avèrent, lorsqu'elles sont de qualité, être des données d'entrée sensibles quant à l'amélioration de la prévision des expéditeurs en cours de journée et donc la diminution du déséquilibre résiduel laissé à la gestion des transporteurs.

Ainsi, GDFSUEZ souhaiterait également que les GRT soient soumis à des mesures incitatives sur la qualité des avis de réalisation à J+1. Ces données sont d'autant plus importantes que, dans le cadre de l'équilibrage cible, toutes erreurs sur l'avis de réalisation entraînera automatiquement des pénalités de déséquilibre de par l'application du prix marginal.

Ainsi, outre la fait de soumettre les GRT à des mesures incitatives pour produire un avis de réalisation J+1 de qualité, les cas de dépenalisation doivent être étudiés rapidement en Concertation Gaz comme déjà répondu lors de la consultation sur l'équilibrage cible terminée le 30 octobre dernier.

Question 11 : Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

GDFSUEZ SA considère que les données des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport sont de très bonne qualité.

GDFSUEZ SA est favorable à la proposition de la CRE, sous réserve de regarder si les seuils de 1 et 3% sont bien calés, étant donné qu'il s'agit des mêmes que les seuils pour les informations infra journalières, pour lesquelles il y a davantage d'incertitudes (données manquantes, estimation PCS, etc).

Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

GDFSUEZ SA n'a pas besoin de mise en place d'un indicateur en lien avec la publication sur les sites smartGRTGaz et Datagas qu'il juge de bonne qualité.

Cependant, GDFSUEZ SA demande que TIGF améliore ses prestations de publication :

- il n'est actuellement pas possible pour un expéditeur d'avoir accès à ses propres données (ex : allocations, etc...) en dehors des web services, ni sous DataGas, ni sous Tetra. Il faudrait donc que TIGF mette à disposition ces données pour chaque expéditeur sous Tetra comme le fait GRTgaz sous Trans@ctions.

Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?

GDFSUEZ SA est favorable à la mise en place d'un indicateur portant sur les délais de publication des avis de réalisations et d'équilibrage à J+1. Cependant, cet indicateur doit également prendre en compte la qualité des avis de réalisation à J+1 comme précédemment évoqué question 10. Ainsi, les date et heure de publication à prendre en compte correspondent à l'avis de réalisation le plus pertinent car il arrive régulièrement que les GRT les republient du fait d'anomalies importantes. Ces cas d'anomalie doivent être discutés avec la CRE et les acteurs pour affiner cet indicateur.

Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?

GDFSUEZ SA est favorable à une rémunération équitable pour rembourser uniquement les coûts engagés. Dans ce cas, la rémunération ne devrait couvrir uniquement les coûts d'OPEX supplémentaires des GRT sans incitation complémentaire.

Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?

GDF SUEZ SA est favorable à la mise en place d'un système incitatif et financier (à l'instar de celui de National Grid) sur le comportement des GRT:

- Une incitation à intervenir aussi proche que possible du prix moyen de marché : les expéditeurs ne disposeront peut-être pas de période intermédiaire pour se voir facturer dès le 1^{er} kWh d'un prix marginal qui se doit d'être représentatif de la tension du réseau et le résultat d'une action efficiente des GRT sur les marchés. A cet égard, l'incitation financière a donné des résultats tout à fait probants pour National Grid ;
- Une deuxième incitation à retrouver en fin de journée gazière un niveau de stock en conduite égal au niveau de stock en conduite projeté.

Question 16 : Avez-vous d'autres remarques ?

Zone B :

La fusion des zones d'équilibrage H-B au 1^{er} avril 2013 a entraîné la suppression du service de conversion H vers B Base et une augmentation du tarif amont associée. GDFSUEZ SA demande que les services de conversion H vers B Pointe et B vers H soient également mutualisés dans le tarif amont.

Equilibre global des tarifs :

Il paraît important de poursuivre la maîtrise, voire de baisser les tarifs amont PIR et PITTM déjà très élevés par rapport aux tarifs équivalents en Europe, dans un contexte difficile pour la liquidité du PEG, alors que le coût de ces capacités n'est pas reflété dans les prix du hub, et pèse donc directement sur les transactions au hub.